

Lettre électronique du NPA 33 dans le secteur de l'éducation



26 mars 2020

Sommaire

@ Edito du NPA 33 : Face à l'épidémie, l'urgence sociale et démocratique

@ « Continuité pédagogique » : grande mascarade et menaces à venir

@ Incompétence et improvisation dans l'accueil des enfants des soignants : danger pour tout le monde

@ Augmentation des salaires !

Retour sur la mobilisation dans l'éducation (articles de la revue locale du NPA 33 du 10 mars)

@ E3C : pour les lycéens et les enseignants, c'est non !

@ Au lycée Pape Clément de Pessac ni Blanquer, ni Delevoye !

@ Mérignac : les profs des écoles mobilisés

@ Collèges morts en Gironde

Face à l'épidémie, l'urgence sociale et démocratique

Selon les derniers chiffres officiels, le Covid-19 a fait 1 331 morts dans les hôpitaux dont 231 en 24h entre mercredi et jeudi. Des chiffres qui malheureusement s'emballent, sans compter les décès dans les Ehpad où l'épidémie gagne du terrain. La situation est dramatique dans le Grand Est qui enregistre 1/3 des décès et un effondrement du système de santé. Mais partout, le constat est le même : pénurie de masques ou de tests, manque de lits, de personnel qui se retrouve épuisé et pour nombre d'entre eux déjà contaminés. Alors que les salariés des urgences réclament des moyens depuis des mois, face à un pouvoir qui n'a lâché que des miettes, ces services se retrouvent complètement asphyxiés avec l'épidémie.

La situation s'aggrave partout, tant au niveau sanitaire qu'économique. D'après l'OMS, le bilan de cette pandémie atteindrait 18 000 morts dans 175 pays. Aujourd'hui, plus de 2,6 milliards d'habitants se retrouvent confinés, soit plus d'un tiers de la population mondiale. L'économie mondiale est menacée par les conséquences du krach financier. Partout, les Etats injectent des capitaux à fonds perdus, craignant l'explosion des bulles financières qui n'ont cessé de grossir. Lundi, le Dow Jones avait perdu 37 % de sa valeur depuis février, soit quelque 10 000 milliards de dollars partis en fumée ! Le coronavirus révèle une crise sans précédent de ce monde capitaliste à bout de souffle, et partout, les gouvernements à leur service se préparent à nous faire payer la facture.

Etat d'urgence... et attaques anti-sociales

En France, le gouvernement vient de faire passer l'état d'urgence sanitaire pour 2 mois, sur le modèle de l'état d'urgence de 1955, en pleine guerre d'Algérie, et activé après les attentats de 2015. Incapable d'anticiper la gravité de la pandémie, la niant même au point de maintenir le 1er tour des élections municipales, le gou-

vernement navigue à vue. Après avoir retardé la mise en place du confinement, rendu indispensable par le manque critique de moyens dans les hôpitaux, il déploie maintenant son zèle dans les mesures policières et répressives.

Après les amendes de 135 euros, celles-ci passeront à 1500 euros en cas de récidive dans les 15 jours, pouvant aller même jusqu'à 3700 euros d'amende et six mois de prison ! Ce week-end, les premières garde-à-vue pour « non confinement » sont tombées, faisant écho à la démagogie réactionnaire de maires prononçant le couvre-feu sur leur commune, en visant surtout les quartiers populaires où le confinement est bien plus invivable que dans les quartiers riches avec piscines et jardins !

Sans compter que ce confinement indispensable pour faire barrage à l'épidémie est à géométrie variable quand il s'agit des intérêts du patronat et des actionnaires. Aucune condamnation n'est prévue contre les employeurs qui continuent à faire travailler les salariés sur des activités non indispensables... si ce n'est à augmenter leurs profits ! Aucune amende non plus si ceux-ci travaillent sans masques, ni gel hydroalcoolique ! Il a fallu des menaces de grève, des débrayages, des droits de retraits massifs pour contraindre des entreprises à fermer leurs portes, comme dans l'automobile ou à Michelin.

Tous ces politiciens qui accusent la population d'être « indisciplinée » parlent d'une même voix avec le patron du Medef, De Bézieux, quand il dit : « on a besoin des héros quotidiens de l'entreprise pour aller produire » ! Dans sa loi d'urgence, le gouvernement a même prévu le contournement du droit du travail sur les 35h, les congés, les RTT... « Que les salariés prennent leurs congés payés pendant le confinement » a même lancé Darmanin... Le ton est donné. Pénicaud vient de lever la limite de 48h par semaine, elle est désormais de 60 heures ! Et le temps de

repos obligatoire entre deux journées passe de 11 à 9h...

Macron et ce gouvernement préparent « l'après », cherchant à présenter la facture aux classes populaires et aux travailleurs, par des mesures policières, mais aussi par la pression de « l'union nationale » ou du « dialogue social », reprise par cette gauche politique et syndicale si respectueuse des institutions. Ainsi, jeudi dernier, l'ensemble des députés, LFI et PCF compris, ont adopté à l'unanimité la loi des finances rectificative prévoyant le plan d'aide au patronat de 45 milliards d'euros. Vendredi, les 5 confédérations syndicales signaient avec le Medef et deux autres organisations patronales une déclaration assurant de leur attachement au « dialogue social », rapidement dénoncée par des structures syndicales.

Contre l'incurie du pouvoir, nos exigences !

Aujourd'hui, l'incurie criminelle des classes dominantes et de leur personnel politique éclate au grand jour. Dans la santé, beaucoup dénoncent la pénurie de masques, de gel, de tests... dénoncent ces gouvernements successifs qui ont fermé 100 000 lits d'hospitalisation en 20 ans. Des chercheurs dénoncent l'abandon des programmes de recherche suite aux épidémies précédentes de coronavirus, pas assez rentables pour ces multinationales de la santé qui engrangent des milliards !

Plus que jamais, la socialisation de la santé, de la recherche est à l'ordre du jour. Elles ne peuvent dépendre du bon vouloir des actionnaires ! Il faut des moyens d'urgence pour la santé, à l'inverse de la politique de Macron et Le Maire qui prévoient pour les entreprises une garantie de 300 milliards de prêts bancaires (+ 1000 milliards par l'Europe), 45 milliards d'aides, dont le report du paiement des cotisations sociales, la prise en charge intégrale du chômage partiel... et seulement 2 milliards pour l'Assurance maladie pour l'achat de masques et le paiement des arrêts maladie !

Le monde du travail doit formuler ses propres réponses, face à cette crise qui révèle la faillite du capitalisme. Cela signifie des mesures démocratiques imposées par en bas, des réquisitions d'entreprises au service de la lutte contre l'épidémie, l'expropriation des trusts pharmaceutiques et du matériel médical, l'interdiction des licenciements, la fermeture de la bourse et la mise en place d'un monopole public bancaire...

Face à la logique du profit et de la concurrence, incapable de faire face au virus malgré les progrès de la connaissance et de la technologie, incapable d'éviter le krach et la récession, l'heure est à mettre l'ensemble des richesses au service de la collectivité, sous son contrôle.

Jeudi 26 mars

« Continuité pédagogique » : grande mascarade et menaces à venir

Blanquer vient d'annoncer que les établissements scolaires réouvriront le 4 mai, en essayant de se donner l'image de celui qui maîtrise la situation. On se rappelle que la veille de la fermeture totale, il annonçait qu'il n'en était pas question... Avec le même aplomb, il a lancé la « continuité pédagogique »... le prétendu engagement du Ministère que les enseignants s'occuperaient à distance de tous les élèves.

Dans nos établissements, les directions ont sonné la mobilisation générale... Comment faire ? Sans formation, avec des outils du ministère inadaptés ou inopérants... Débrouillez-vous. Et pour les maternelles ? Faites au mieux... envoyez des exercices aux parents ! Et les élèves non-connectés ? Ils recevront les cours par la Poste... Deux jours plus tard, il n'en était plus question... impossible... Mais alors ? Téléphonnez-leur à chacun, faites cours quand même, avancez les programmes, évaluez... Et surtout, remplissez les cahiers de texte électronique, que la hiérarchie puisse contrôler à distance que vous bossez.

Beaucoup de collègues veulent faire au mieux et refont leurs cours, les mettent en ligne, font des visio-conférences, corrigent des copies par mail... Mais quel est le sens de cette fuite en avant dictée par l'administration ? Nous seuls, travailleurs de l'éducation, en discutant et décidant démocratiquement, pourrions mettre en place des mesures adaptées pour garder un lien avec les enfants, en fonction de leur autonomie, continuer à leur pro-

poser des activités... sans pour autant laisser croire à une quelconque « continuité pédagogique ». Au lieu de cela, quelques élèves ont accès à des ersatz de cours. Combien d'élèves réellement ? En en laissant combien sur le côté ? Exclutés parce que non ou mal connectés, nombreux à la maison, ou parfois tout seuls, sans l'accompagnement nécessaire pour faire face aux difficultés des apprentissages. Dans ce contexte, de multiples officines privées d'enseignement ou de soutien font flores pour ceux qui en ont les moyens ! Cette situation ne fera qu'accroître les inégalités.

Nous sommes de plus en plus nombreux à résister à ce jeu de dupe : on limite notre télétravail à des exercices de révision, des échanges avec les élèves, une ouverture culturelle... tout en sachant que c'est pour une minorité.

La « continuité pédagogique » de Blanquer est une faribole, du bluff pour faire croire que le Ministère assure. Il nous faut le dénoncer dès à présent sans quoi une autre menace nous attend : celle de la progression de l'enseignement à distance à bas coût qui permettra d'économiser plus tard sur le dos de l'éducation. On entend déjà le discours : « bravo, vous avez réussi en temps de crise... vous allez continuer en temps normal. ». Ou pourquoi pas pendant les vacances d'été, ce qui sera permis par l'annulation du temps de travail des enseignants ? Pas question de brader l'enseignement des jeunes et nos conditions de travail !

Incompétence et improvisation dans l'accueil des enfants des soignants : danger pour tout le monde

La DGESCO (direction générale de l'enseignement scolaire) vient d'annoncer de nouvelles directives adressées aux écoles : l'élargissement de l'accueil des enfants de nouveaux personnels « affectés aux missions d'aide sociale à l'enfance », recouvrant les

assistant-es de service social, techniciens d'intervention sociale et familiale (TISF), médecins, infirmières, puéricultrices, sages-femmes et psychologues.

Les enfants des personnels de soignants, accueillis dans les écoles depuis leur fermeture représentent un effectif très réduit, qui va donc être augmenté dans les jours qui viennent, y compris le week-end, en mobilisant entre autre les AESH « bénévolement ». Les enseignants volontaires se relaient à deux par jour ou un par demi-journée dans des conditions dont le ministère n'a que faire. Les consignes données relèvent d'une vaste plaisanterie : « maximum de 8 enfants par classe en maintenant les gestes barrières, distance à 1m, lavage de mains 3 fois dans l'heure, y compris les élèves, nettoyage des poignées de porte et des surfaces de travail, éternuements dans la manche... ». Comment respecter cela quand les enseignant-es n'ont pas de masques, pour la plupart pas de matériel pour faire respecter des mesures d'hygiène qui

ne peuvent de toute façon être appliquées ? Faire laver les mains aux enfants de maternelle trois fois par heure ? Les maintenir éloignés de leur maîtresse de plus d'un mètre tout en assurant leur soin, bobos à soigner, matériel à distribuer, couchage, etc ?

L'accueil des enfants de soignants est une nécessité et de nombreux collègues se portent volontaires. Mais les conditions d'accueil sont inacceptables, tant pour la protection des personnels enseignants que des soignants eux-mêmes. Comme pour la sois-disant « continuité pédagogique », les personnels doivent se débrouiller seuls, inventer, trouver eux-mêmes des solutions entre inquiétude et colère ! Des solutions qui doivent être élaborées collectivement, entre intervenant-es concerné-es...

Augmentation des salaires !

Les E3C, cela n'a pas été seulement du travail en plus quasiment non payé (0,86 cents la copie...) et imposé par la hiérarchie coûte que coûte, voire en réprimant (25 lycéens au moins en garde à vue pour des blocus en Ile de France, 9 enseignants menacés de sanctions en Gironde...).

Cela a été une baisse de salaire venue s'ajouter à la non augmentation du point d'indice quasiment bloqué depuis 2010. Nous nous battons car nous sommes aussi attaqués par la réforme des retraites qui va se traduire par une chute des pensions des enseignants d'au moins 30%.

Pour faire semblant de proposer quelque chose face à notre mobilisation, Blanquer a annoncé en janvier une enveloppe de 10 milliards jusqu'en 2037. Il faudrait au moins 12 milliards pour compenser la baisse de 30 % des pensions des profs avec la retraite à points, c'est-à-dire une augmentation de nos salaires de 1 000 à 1 500 € par mois ! Mais finalement, la fameuse enveloppe, sans augmentation du point d'indice ni modification des grilles salariales, s'est réduite à 200 millions sur le budget 2021 en février.

La moitié serait consacrée à une augmentation sous forme de « prime d'attractivité » autour de 4 scénarii. Le premier scénario prévoit de verser une prime aux échelons 2 à 5 allant de 157 à 64 € nets par mois de façon dégressive de l'échelon 2 au 5ème. Cela concernerait seulement 14% des enseignants. Au-delà de l'échelon 5, il n'y aurait rien. Le scénario 2, prévoit d'attribuer la prime aux échelons 2 à 6, soit 23% des enseignants, en diminuant son

montant de 128 à 49.80€ nets par mois. Le scénario 3 envisage de verser la prime de l'échelon 2 au 8ème échelon en la faisant passer de 114€ (échelon 2) à 14.25€ (échelon 8). Cela toucherait 44 % des enseignants. Enfin, le scénario 4 concerne 76 % des enseignants mais toujours dans la même enveloppe budgétaire. Tous les enseignants de la classe normale (76% des enseignants) auraient une prime allant de 92€ nets par mois à l'échelon 2 à 14.25€ par mois pour les échelons 8 à 11.

Le reste servirait à financer des heures prises en cas de remplacement de courte durée et de formation... durant les vacances scolaires. C'est-à-dire qu'en fait, ce semblant de « revalorisation » a comme contrepartie, des remplacements et des formations durant les congés rendus obligatoires. Tout cela a pour objectif une casse des statuts permettant, entre autres, une annualisation du temps de travail et un alourdissement des charges de travail. Il n'y a rien à négocier par les syndicats, pas plus dans ce cadre que dans les comités de « suivis des réformes ».

Ils ne veulent tellement rien céder que le ministère a été jusqu'à prélever une retenue sur salaire aux collègues en grève le jour des obsèques de la directrice Christine Renon...

Il ne faut aucun salaire en dessous de 1800 € dans l'Éducation comme ailleurs. Après le confinement, nous continuerons la lutte pour nos salaires, contre la casse des retraites, les suppressions de postes qui s'annoncent et en général, pour ne pas payer la crise des capitalistes.

Nous reproduisons ci-dessous des articles publiés dans la revue locale du NPA 33 parue le 10 mars, avant le confinement. L'occasion de revenir sur la mobilisation dans l'éducation... loin d'être finie.

E3C : pour les lycéens et les enseignants, c'est non !

Les enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur sommes fortement mobilisés depuis le 5 décembre. Les profs de lycées tiennent à dire, et c'est nouveau, qu'ils se battent contre la réforme des retraites en interpro avant tout, mais que la lutte contre les E3C est liée.

En effet, la colère est immense contre la politique du gouvernement Macron préparée par les précédents, avec le mépris du ministre Blanquer se permettant de dire que les enseignants mo-

bilisés n'étaient que 0,1%, la presse faisant un black-out complet sur cette lutte.

Alors, que ce soit le 17 décembre ou encore en janvier, aux militants se sont ajoutés des nouveaux collègues qui ont manifesté et fait grève soit sur les jours de grève appelés par les syndicats, soit en reconductible, soit sont venus sur leur temps de pause rejoindre des cortèges vivants et colorés, avec des pancartes d'établissement et des slogans politiques et humoristiques ou

d'autres actions interpro, le tout préparé par des heures d'info syndicales, des AG régulières souvent fournies.

Blanquer a voulu passer en force pour empêcher le corps enseignant de se regrouper. Il a fait paraître les décrets très vite, empêchant autant les profs que les élèves de bien se préparer, ce que les parents aussi ont dénoncé.

Rien n'y a fait et donc, à partir des premières passations d'épreuves, surtout en janvier, des collègues se sont organisés pour les empêcher dans beaucoup de lycées avec un soutien interpro. Il y a eu d'abord le lycée Magendie puis Eiffel complètement bloqués par des enseignants en grève soutenus par plus de 150 militants de collectifs dont des cheminots.

Au lycée Mauriac, des enseignants grévistes, notamment avec Sud Education, et des élèves qui avaient informé les parents sur la contre-réforme dans une salle dédiée lors d'une réunion parents/profs, ont organisé des sit-in et des chahuts durant les épreuves reportées 4 fois, un record !

Les initiatives ont foisonné : jet de livres et cartables en public, chansons en ligne, café offert aux jeunes lors d'un blocage par des gilets jaunes ; avec l'aide des camarades du bâtiment de la CNT, un matin, l'entrée du rectorat a été murée...

A Libourne, après plusieurs reports imposés par la mobilisation, c'est sous la pression des flics que les élèves sont rentrés, les profs grévistes tenus à l'écart, avec des surveillants recrutés on ne sait comment.

A Montesquieu, les élèves de 1ère ont été bouclés dans le lycée,

sorties de secours cadenassées au mépris de toutes les règles de sécurité, pour les obliger à composer.

A Daguin, le proviseur avait préféré reporter les épreuves le plus tard possible, comptant sur le pourrissement de la mobilisation. Il a pu faire passer les épreuves alors que les collègues en grève offraient un petit déjeuner sur le parvis du lycée.

Même dans le lycée privé du Mirail à Bordeaux, des enseignants, une mère d'élève et un Gilet jaune avons distribué un tract aux élèves alors que certains d'entre eux tentaient de bloquer le lycée, empêchés par la police.

Cette lutte a pris une dimension départementale avec des AG regroupant entre 60 et 150 profs après les manifs. Mais lorsque, regroupés au sein des collectifs de syndiqués et non syndiqués ils ont voulu davantage être pris en compte dans les AG tenues par les directions syndicales, la FSU et FO ont décidé de se retirer. L'UD CGT a prétexté des problèmes de « sécurité » du bâtiment de la Bourse du travail pour ne plus y autoriser de réunions des collectifs !

Mais là aussi, rien n'y a fait. Des réunions de coordination de collectifs se tiennent toujours à la Bourse, syndiqués et non syndiqués, dans le bureau de la CGT Éducation publique et privée. Les profs s'organisent face aux corrections d'épreuves mais aussi contre l'exclusion d'une élève au lycée Vaclav Havel ou pour riposter aux lettres de menace de sanctions du rectorat pour « blocage » contre 8 enseignants grévistes, lettre reçue le jour du départ en vacances.

Au lycée Pape Clément, ni Blanquer, ni Delevoye !

Au lycée Pape Clément de Pessac comme dans bien d'autres établissements, le projet de réforme des retraites du gouvernement ne passe pas. Ce qui nous attend, si nous laissons faire, c'est en effet un recul considérable sur nos pensions, jusqu'à 900 euros par mois ! Et ce ne sont pas les promesses de revalorisation de salaire que nous fait Blanquer qui peuvent nous rassurer.

Cette attaque sur nos retraites est venue alimenter le profond mécontentement dû à la mise en place au forceps du bac Blanquer – qui, en remettant en cause la dimension nationale du diplôme, ne peut qu'accentuer les disparités déjà importantes entre établissements - et aux multiples attaques contre la profession : rétablissement de la journée de carence, énième blocage du point d'indice qui accroît la paupérisation du monde enseignant, appel de plus en plus général à du personnel précaire alors que, du fait de la disparition de certains enseignements, certains professeurs ne savent pas s'ils auront encore un poste à la rentrée prochaine. C'est aussi la fin du paritarisme, des pouvoirs accrus donnés au chef d'établissement, une deuxième heure supplémentaire obligatoire pour palier les baisses de recrutement dans le secondaire...

La mobilisation a été forte avec plus de 70 % de grévistes dans les premiers jours de décembre. AG, piquets de grève à l'initiative de l'intersyndicale, interpellation de la rectrice, du DASEN, des politiques, sit in devant le rectorat, petits-déjeuners festifs et solidaires devant le lycée, information permanente des collègues et des élèves afin de mettre en place la convergence des luttes...

Après deux mois et demi de lutte et en dépit des tentatives d'intimidation de l'administration auprès de certain(e)s collègues et d'élèves identifiés comme meneurs, le combat continue et plus personne ne peut en ignorer les enjeux. La forte mobilisation, vecteur d'une prise de conscience politique inédite dans la profession, a permis l'émergence d'un collectif de mobilisation élargi à des personnes issues de différents horizons professionnels regroupant des collègues syndiqués et non syndiqués. Les enseignants, personnels de santé et salariés du privé membres du collectif sont toujours mobilisés et résolus à lutter pied à pied contre la réforme des retraites et le bac au rabais Blanquer.

On continue et on lâche rien !

Mérignac : les profs des écoles mobilisés

Sur la ville, le collectif de mobilisation a été construit à l'initiative de professeurs des écoles primaires et maternelles, syndiqués (SNUIPP-FSU et SNUDI-FO) et non syndiqués... alors que les réunions syndicales n'existent presque plus.

Déjà, on s'était retrouvé une quarantaine le 3 octobre, dans un rassemblement en hommage à Christine Renon, la directrice de Pantin qui s'était suicidée dans son école. Le 5 décembre, la grève a été bien suivie, avec plusieurs écoles fermées et on a

rapidement lancé le collectif qui a réuni jusqu'à une quarantaine de personnes. On s'y retrouve avec des jeunes collègues pour qui c'est le premier mouvement aussi bien qu'avec des retraités qui étaient des acteurs des luttes. Plusieurs d'entre nous ont été en grève reconductible en décembre. Parmi nous, les discussions ont été nombreuses, sur les « temps forts » proposés par les directions syndicales et la nécessité de construire une grève plus dure.

De plus en plus de profs aujourd'hui se considèrent comme des travailleurs de l'éducation et le disent, alors que dans notre secteur, il y avait toujours une réserve à revendiquer, à sortir du ca-

dre, à s'adresser aux parents comme à des possibles compagnons de lutte...

Les salaires gelés, les conditions de travail dégradées aussi bien par le nombre d'élèves par classe que par le manque de moyens, la précarité autour de nous des animateurs périscolaires, comme la pression de la municipalité sur les ATSEM et les personnels de restauration et de ménage... tout va dans le sens d'une prise de conscience que nous faisons partie d'une seule et même classe. La casse des retraites qui frappe tous les travailleurs aide aussi à ces évolutions, et c'est dans cette logique que le collectif que nous avons construit a cherché à construire des liens interpro.

Collèges morts en Gironde

Comme tout mouvement social profond, celui que nous menons contre la réforme des retraites se caractérise par la très grande inventivité des salariés en lutte.

Dans l'éducation nationale, après un mois de décembre durant lequel le nombre d'enseignants grévistes a atteint des records en Gironde comme partout ailleurs, la lutte s'est maintenue en 2020 notamment grâce à un nouveau type d'action, les opérations « collèges morts ».

A l'appel des enseignants et avec le soutien des associations et fédérations de parents d'élèves, 25 établissements se sont ainsi mobilisés en Gironde le 23 janvier, puis plus de 30 le 14 février.

Le soutien massif des parents, matérialisé par le très faible nombre d'élèves présents (3 à 10% des effectifs), a eu un triple effet : prouver l'adhésion d'une très large part de la population au mouvement social, mettre en échec le silence médiatique qui tente de cacher la permanence de la lutte, et libérer pour les enseignants des temps collectifs dédiés à l'organisation de la mobilisation.

La réaction de la hiérarchie a été la preuve à la fois du trouble qui règne chez les chefs d'établissements, et de la fébrilité qui affecte les administrations centrales.

Souvent bienveillantes dans un premier temps, les équipes de direction se sont parfois subitement retournées, dès que les rectorats, réalisant l'ampleur de la mobilisation, ont diffusé leurs consignes répressives. Les parents ont alors été invité à ne pas s'associer au mouvement, et certains collègues ont subi des pressions.

Mais ces opérations se sont dans l'ensemble bien passées.

Devant l'absence de réponse du gouvernement, la violence révoltante qui s'exerce contre les cortèges de manifestants, et la difficulté de recourir à la grève dans certains secteurs particulièrement précarisés et/ou caporalisés, ces actions collègues morts sont un baromètre fiable de l'opposition à la réforme des retraites, très majoritaire dans la population, et de la solidarité avec les travailleurs en lutte.



Pour s'abonner à cette lettre électronique, envoyez votre mail ou ceux de vos proches à contact@npa33.org, en précisant « **lettre éducation** »

Pour vous désabonner, envoyez un mail à contact@npa33.org, en précisant « **désabonnement lettre éducation** »

www.npa33.org

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
courriel : contact@npa33.org - Tel : 07 83 64 43 49
